

REGLEMENT A L'EFFET DE PERMETTRE AU GOUVERNEMENT
DE LA PROVINCE DE QUEBEC DE CONSTRUIRE UN SOUTERRAIN
Sous LA RUE NOTRE-DAME .

(Adopté par le Comité Exécutif le 8 août
1922 et, par le Conseil municipal, le 15 septembre, 1922.)

A une assemblée du Comité Exécutif de la Cité de Montréal tenue à l'hôtel de ville, le huitième jour d'août 1922, en la manière et suivant les formalités prescrites par la loi, à laquelle assemblée sont présents : MM. les échevins Brodeur, président, Bédard, DesRoches, O'Connell et Turcot, membres dudit Comité,

Il est ordonné et statué par ledit Comité comme suit :

ARTICLE 1.- Le gouvernement de la province de Québec est autorisé à construire et à garder en place un souterrain sous la rue Notre-Dame, dans le but de relier les bâtiments appartenant audit gouvernement situés de chaque côté de ladite rue Notre-Dame, sur les terrains portant les numéros 113, 114, 115 et 123 du cadastre du quartier Est.

ARTICLE 2.- La couronne dudit souterrain sera construite à une profondeur d'au moins dix (10) pieds du niveau de la chaussée de la rue Notre-Dame et devra être en tous points conforme aux plans marqués "A" et "B", qui seront annexés à l'acte notarié qui sera passé entre la Cité et le gouvernement de la province de Québec, et ledit souterrain couvrira une superficie de neuf cents (900) pieds carrés .

ARTICLE 3.- Ledit souterrain sera construit sous la surveillance du Directeur des Travaux Publics de la Cité, qui pourra faire supprimer tout ce qui, dans ladite construction, sera de nature à affecter les droits de la Cité ou à mettre en danger la sécurité du public . Le Directeur des Travaux Publics pourra aussi autoriser des modifications dans les détails des plans

de ladite construction, pourvu que les conditions essentielles du contrat, particulièrement en ce qui concerne le genre d'architecture, la hauteur, la largeur et la profondeur du souterrain, ne soient pas modifiées sensiblement.

ARTICLE 4.- Ledit souterrain devra être construit avec diligence et la circulation sur ladite rue Notre-Dame ne devra, en aucune façon, être interrompue au cours des travaux, sauf pendant de courts intervalles et du consentement du Directeur des Travaux Publics .

ARTICLE 5.- Le gouvernement de la province de Québec sera responsable de tous les dommages qui seront causés à la personne ou à la propriété, privée ou publique, à raison de la construction, de l'existence, de l'entretien, de la réparation ou de l'usage dudit souterrain, et il s'engage à garantir la Cité et à la tenir indemne de tels dommages, y compris les frais ou les dépenses qui seront encourus de ce chef.

ARTICLE 6.- Le gouvernement de la province de Québec paiera le coût du déplacement ou changement des poteaux, des fils électriques ou autres ou des tuyaux, si ces fils, poteaux ou tuyaux nuisent à la construction du souterrain; ledit gouvernement paiera aussi à la Cité de Montréal, les dépenses que ladite Cité encourra pour remplacer l'égout en brique de 24" qui existe dans la rue Notre-Dame par un tuyau d'égout en acier de 24"; ce tuyau d'égout en acier devant excéder d'au moins quatre pieds la tranchée qui sera pratiquée pour la construction du souterrain et devant être supporté au-dessus du souterrain par des piliers en brique ou en béton.

ARTICLE 7.- Le gouvernement de la province de Québec devra obtenir les permis nécessaires pour l'occupation de la rue Notre-Dame durant la construction dudit souterrain.

ainsi que tout autre permis exigé par les règlements de la Cité, et il devra faire les dépôts requis en pareil cas.

ARTICLE 8.- Le privilège accordé par le présent règlement au gouvernement de la Province de Québec est accordé pour un temps illimité et il constitue une servitude perpétuelle.

Cependant, l'octroi de ce privilège ne devra pas être interprété comme une renonciation de la part de la Cité de Montréal à son droit d'exproprier ladite servitude ou ledit privilège pour des fins d'utilité publique.

ARTICLE 9.- Le gouvernement de la province de Québec paiera annuellement à la Cité la taxe imposée par le règlement No. 432, et ses amendements, pour l'occupation du domaine public par ledit souterrain, mais le taux de ladite taxe ne devra jamais excéder le taux actuel de 2 $\frac{1}{2}$ % .

ARTICLE 10.- Un acte notarié contenant toutes les conditions ci-dessus énumérées sera passé entre la Cité et le gouvernement de la Province de Québec, et cet acte devra être enregistré sur les immeubles mentionnés dans le premier article du présent règlement, et le privilège présentement accordé au gouvernement de la Province de Québec sera sans effet tant que cet acte notarié n'aura pas été signé et enregistré.

Le coût dudit acte et d'une copie pour la Cité, avec certificat d'enregistrement, sera payé par le gouvernement de la province de Québec.

Le gouvernement de la province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec pour faire ratifier et confirmer le présent règlement et le susdit acte et paiera tous les frais qui seront encourus de ce chef .

A l'assemblée mensuelle ajournée du Conseil de la Cité de Montréal, tenue à l'hôtel Adeniville, le 15^e jour

de septembre, 1922, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents : Son Honneur le Maire, l'honorable M. Martin, au fauteuil, les échevins O'Connell, Turcot, Rubenstein, Hushion, Brodeur, Bédard, Jacobs, DesRoches, Carmel, Sansregret, Daoust, Généreux, Langlois, Emond, Quintal, Gabias, Trépanier, Riel, Lalancette, Lalonde, Vaillancourt, Angrignon, Rochon, Savard, Gareau, Mongeon, Tessier, Drummond, Jarry, Bray,

Le présent règlement a été adopté sans amendement.

M. Martin
MAIRE

Rene Pausch

Sigéé le 20 sept. 1922.

GREFFIER DE LA CITE .

No. 787

By-Law to allow the Government of the Province of Quebec to construct a tunnel under Notre Dame Street.

(Adopted by the Executive Committee on the 8th August, 1922, and, by the Council, on the 15th September 1922).

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal, held at the City Hall, on the 8th August, 1922, in the manner and after the observance of the formalities prescribed by law, at which meeting were present : Aldermen Brodeur, President, Bédard, DesRoches, O'Connell and Turcot, members of said Committee,

It was ordained and enacted by the said Committee as follows :

Article 1.—The Government of the Province of Quebec is authorized to construct and maintain a tunnel under Notre Dame Street, for the purpose of connecting the buildings belonging to said Government, situated on each side of said Notre Dame Street and erected on the lots of land bearing Nos. 113, 114, 115 and 123 of the cadastre of East Ward.

Article 2.—The crown of the said tunnel shall be constructed at a depth of not less than ten feet from the level of the roadway on Notre Dame Street and shall conform in all respects to the plans marked "A" and "B", which shall be annexed to the notarial deed to be passed between the City and the Government of the Province of Quebec and the said tunnel shall cover an area of 900 square feet.

Article 3.—The said tunnel shall be constructed under the supervision of the Director of Public Works of the City, who may exclude anything in such structure that might affect the City's rights or endanger public safety. The Director of Public Works may also authorize any changes in the details of the plans of the said structure provided that the essential conditions of the contract, particularly as regards the design, height, width and depth of the tunnel, be not altered to an appreciable extent.

Article 4.—The said tunnel shall be constructed with diligence and traffic on said Notre Dame Street shall not, in any wise, be interrupted during the works, except during short intervals and with the consent of the Director of Public Works.

Article 5.—The Government of the Province of Quebec shall be liable for all damages which may be caused to any person or property, private or public, by reason of the construction, existence, maintenance, repairing or use of the said tunnel and it binds itself to guarantee the City and keep it harmless against such damages, including the costs or expenses which may be incurred in connection therewith.

Article 6.—The Government of the Province of Quebec shall pay all expenses which may be necessitated by the removal or change of location of the poles or electric or other wires or pipes, if such wires, poles or pipes interfere with the construction of said tunnel; the said Government shall further pay to the City of Montreal the expenses which the said City may incur in connection with the substitution of a 24" steel sewer for the 24" brick sewer now existing on Notre Dame street; such steel sewer to be so laid as to leave an intervening space of not less than 4 feet between the same and the trench which shall be made for the construction of the tunnel and to be supported above the tunnel by brick or concrete piers.

Article 7.—The Government of the Province of Quebec shall obtain the necessary permits for occupation of Notre Dame street, during the construction of said tunnel, as well as any other permit provided for by the by-laws of the City, and shall make the deposits required in similar cases.

Article 8.—The privilege hereby granted to the Government of the Province of Quebec is so granted for an unlimited time, and shall constitute a perpetual servitude.

The granting of such privilege shall not, however, be construed as a waiver on the part of the City of Montreal of its right to expropriate the said servitude or the said privilege for public utility purposes.

Article 9.—The Government of the Province of Quebec shall pay annually to the City the tax imposed by by-law No. 432 and its amendments for occupation of the public domain by said tunnel, but the rate of said tax shall never exceed the present rate of two and one half per cent.

Article 10.—A notarial deed, embodying all the above conditions shall be passed between the City and the Government of the Province of Quebec, and such deed shall be registered on the immovables mentioned in the first article of the present by-law, and the privilege hereby granted to the Government of the Province of Quebec shall be inoperative until the said deed has been signed and registered.

The cost of said deed and of a copy thereof for the City, with registration certificate, shall be paid by the Government of the Province of Quebec.

The Government of the Province of Quebec shall apply to the Legislature of the Province of Quebec to

have the present by-law and the said deed ratified and confirmed, and shall pay all costs to be incurred in this connection.

At the adjourned monthly meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, on the 15th day of September 1922, in the manner and after the observance of the formalities prescribed in and by the Act of incorporation of the said City, at which meeting were present : His Worship the Mayor, Honorable M. Martin, in the Chair, Aldermen O'Connell, Turcot, Rubenstein, Hushion, Brodeur, Bédard, Jacobs, DesRoches, Carmel, Sansregret, Daoust, Généreux, Langlois, Emond, Quintal, Gabias, Trépanier, Riel, Lancette, Lalonde, Vaillancourt, Angrignon, Rochon, Savard, Gareau, Mongeon, Tessier, Drummond, Jarry, Bray,

The above by-law was adopted without any amendment.